

MM. Olivar Asselin, H. Bourassa et leurs amis. Le grand journal de Montréal, *le Devoir*, est le principal, mais non le seul organe du parti qui a groupé avant la guerre, non pas sans doute tout le peuple canadien français, mais une grande partie de ce peuple, clergé compris, élite intellectuelle comprise. Encore présentement, en dépit des divisions, des conflits d'opinion auxquels a donné lieu une situation complexe au point d'en devenir tragique, je ne pense pas me tromper en disant que le parti nationaliste reste le plus nombreux et le plus homogène de ceux qui se disputent les catholiques de la Nouvelle-France (1).

Pour les nationalistes canadiens, l'adversaire-né, l'homme ennemi, c'est naturellement l'impérialiste anglo-saxon, et d'abord l'impérialiste canadien. Ce dernier a son rêve aussi, et combien différent ! Rêve d'un monde unifié sous le sceptre britannique, d'un monde parlant anglais, pensant en anglais et à l'anglaise : d'un monde où l'ultime ambition et l'orgueil de chaque homme soit d'être un *british citizen*, un loyal sujet de la Couronne d'Angleterre. Pour en arriver là, l'impérialiste veut mal de mort à toute autonomie régionale, et surtout nationale. Tout ce qui tend à perpétuer, au sein de l'Empire, une race supérieure non assimilée, une langue à la fois classique et dissidente (car les langues "indigènes", comme les races inférieures, sont peu redoutables) présente, en effet, à la réalisation de l'ambition impérialiste, un obstacle manifeste.

L'antagonisme naîtra naturellement du contact de vues aussi divergentes, du choc d'aspirations aussi contradictoires. Antagonisme souvent couvert, car des intérêts communs et des amours communs peuvent le pallier. Au Canada, en particulier, il existe des intérêts de ce genre, et des sentiments aussi : les Canadiens français sont loyaux envers l'Angleterre, reconnaissent hautement ses grandeurs et se libéralité en fait de liberté personnelle. Toutefois, les oppositions signalées plus haut trouveront toujours des occasions de s'affirmer : il en résulte un état, non de lutte ouverte mais d'ardente émulation et de rivalité persévérante. Les adversaires pourront bien s'estimer mutuellement, voire s'aimer; ils travailleront de bon cœur aux mêmes tâches quand le bien ou le salut du Dominion l'exigera; sous cette entente loyale, et souvent cordiale, un fonds de querelles subsistera. La question des langues emplo-

yées ou tolérées dans l'enseignement était, nous l'avons dit, avant 1914, le principal champ clos où se mesuraient impérialistes et nationalistes canadiens.

Vint la guerre, avec les options successives et formidables qu'elle impliquait: engagements volontaires, emprunts, restrictions, impôts, conscription et service obligatoire.

Quelle attitude allaient adopter les nationalistes canadiens? D'une part, le vieil attachement à la France maternelle concourait avec le loyalisme envers l'Angleterre pour les incliner effectivement dans le sens de l'Alliance. Sur le premier de ces sentiments, un Canadien français s'exprimait naguère en termes à la fois si mesurés et si forts, que je ne crois pas possible de mieux dire : "Mon attachement à la France a un long entraînement; ses racines perceptibles ont bien dix fois mon âge de conscrit de la dixième classe. On ne me verra point, sur ce point d'éternelle essence, changer mes couleurs—aussi longtemps du moins qu'on n'aura pas découvert, pour humilier la patrie de nos aïeux, une nation aussi vieille qu'elle et qui n'aura pas commis de plus grandes fautes, il est inutile de redire les autres raisons, ou profondes ou simplement douces et exquis, sur lesquelles cet attachement s'est établi et se maintient, quand même. Asselin, par exemple, les a fait valoir (1)". Le mot du poète en août 1870: "On bat maman, j'accours !" fut alors dans le cœur, sinon sur les lèvres, de milliers de Canadiens français. On le voit bien au nombre imposant des engagements volontaires : un des fondateurs du nationalisme, Asselin, s'enrôla.

L'envahissement brutal de la Belgique, nation catholique et, comme telle, chère aux Canadiens français; les nouvelles qui montraient, derrière le spectre vénérable et décharné qui pour beaucoup symbolisait la France, une France jeune, héroïque, endurante, mûre pour tous les sacrifices, de plein-pied avec les plus coûteux devoirs; l'entraînement des hauts faits racontés et l'hérédité d'une race antique et guerrière, tout contribuait à faire accepter, sinon acclamer, par les nationalistes canadiens, l'aide matérielle et le concours effectif que réclamaient d'une même voix la France et l'Angleterre.

Cependant une série d'influences en sens contraire allait tendre à contrecarrer, et bientôt à renverser, ce mouvement initial.

C'est ici que je dois réclamer, du lecteur français—ou anglais, ou belge—une attention particulièrement bienveillante. Il nous est difficile, à nous surtout Français, à nous Belges, non pas seulement

1. Parmi les périodiques nouvellement créés, la vaillante petite revue de la Ligue des Droits du Français, *l'Action française* (Maison de la Sauvegarde, 32, Montréal; 1 piastre—5 francs par an), est manifestement favorable au nationalisme. *La Vie nouvelle* (Montreal, 5 francs par an), se consacrant exclusivement aux questions de doctrine et de piété, n'a pas à prendre position sur le terrain mouvant de la politique. Mais ses sympathies ne semblent pas douteuses. Je suis heureux de saluer au passage, et de signaler aux catholiques français désireux de suivre le mouvement canadien, ces deux périodiques qui me paraissent, chacun dans son genre, fort bien rédigés. Notre collaborateur le R. P. Louis Lalande a donné, en particulier, à *l'Action française*, de brillantes conférences, qui sont des actes : la *Fierté*, la *Revanche des berceaux*.

1.—Ferdinand Roy, professeur à l'Université Laval, *l'Appel aux armes et la Réponse canadienne française*, Québec, 1917, p. 22.—Cet opuscule, comme ceux de M. H. Bourassa, dont le dernier et le plus mûri a pour titre *le Pape arbitre de la paix*, Montreal, 1918, est très utile à ceux qui veulent comprendre le problème canadien actuel.